

*Rapport sur le développement humain 2016 – Communiqué de presse régional pour l'Afrique subsaharienne*

## **Progrès du développement humain : le rapport du PNUD fait état d'un grand nombre de laissés pour compte en Afrique subsaharienne**

*Les femmes, les filles, les jeunes, les chômeurs, les populations des zones rurales et des régions touchées par les conflits sont laissés pour compte d'une multitude de façons.*

*L'Afrique subsaharienne perd environ un tiers de ses résultats de développement humain – plus qu'aucune autre région en développement – en raison des inégalités d'accès à la santé, à l'éducation et aux possibilités économiques.*

**Stockholm, le 21 mars 2017** : Bien qu'elle ait devancé les taux de croissance mondiale du développement humain sur 15 ans, l'Afrique subsaharienne continue d'être accablée par la distribution la plus inégale des acquis : les femmes, les filles, les populations des zones rurales et des régions touchées par les conflits, les migrants et les réfugiés, sont systématiquement laissés pour compte. Les inégalités entre les sexes continuent d'opposer un barrage considérable au développement humain dans la région.

C'est l'une des conclusions auxquelles parvient le [Rapport sur le développement humain 2016, intitulé « Le développement humain pour tous »](#), diffusé ce jour par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Le Rapport constate que, bien que le développement humain moyen ait considérablement progressé dans toutes les régions entre 1990 et 2015, une personne sur trois dans le monde vit encore dans des conditions de développement humain faible selon l'indice de développement humain (IDH). L'IDH est une mesure sommaire des progrès moyens dans les dimensions essentielles du développement humain : une vie longue et en bonne santé, l'accès à la connaissance et un niveau de vie décent.

Malgré les progrès réalisés en Afrique subsaharienne au cours des deux dernières décennies, près de 60 % de la population subit encore des privations dans ces trois dimensions. Environ un tiers des enfants des moins de cinq ans sont sous-alimentés et en retard de croissance. Plus de 35 % des adultes sont analphabètes. Environ 70 % des adultes actifs gagnent moins de 3,10 \$ par jour.

« *Le monde a fait d'importants progrès. Il est parvenu à faire reculer l'extrême pauvreté, à améliorer l'accès à l'éducation, à la santé et à l'assainissement, et à élargir les possibilités ouvertes aux femmes et aux filles* », a déclaré ce jour Helen Clark, administrateur du PNUD. Elle s'exprimait à l'occasion du lancement du Rapport à Stockholm, aux côtés du Premier ministre suédois Stefan Löfven et de Selim Jahan, auteur principal du rapport et directeur du Bureau du Rapport sur le développement humain.

« *Ces progrès sont cependant un prélude au prochain défi à relever, qui pourrait être encore plus dur : veiller à ce que les progrès mondiaux bénéficient à chaque être humain* », a-t-elle ajouté.

## **Comprendre les tendances de l'exclusion dans la région**

Le Rapport relève que certains groupes sont plus défavorisés que d'autres dans presque tous les pays. Par exemple, en Afrique subsaharienne, les femmes et les filles, les populations rurales, les habitants des zones touchées par les conflits et les minorités ethniques bénéficient de moins de possibilités que les autres groupes.

Les femmes d'Afrique subsaharienne vivent généralement plus longtemps que les hommes, mais leur scolarité est plus courte et leurs revenus sont inférieurs. Le Rapport indique que l'IDH des femmes est de 0,488 (développement humain faible) tandis que celui des hommes est de 0,557 (développement humain intermédiaire). La perte annuelle due à la plus faible participation des femmes à la population active est estimée en moyenne à 95 milliards de dollars des États-Unis, chiffre qui est monté jusqu'à 105 milliards en 2014.

Les femmes souffrent de manière disproportionnée en temps de crise : pendant l'épidémie d'Ebola, par exemple, les femmes étaient exposées à un plus grand risque d'infection du fait que ce sont elles qui s'occupaient des malades.

*« Refermer l'écart de développement humain pour les femmes et les filles, les groupes exclus et les personnes vivant dans la précarité est le défi d'aujourd'hui », déclare Abdoulaye Mar Dieye, directeur du PNUD Afrique. « Nous devons adopter des politiques qui bénéficient aux laissés pour compte et accroître notre investissement dans leur autonomisation économique et politique, tout en renforçant leur résilience ».*

Outre les femmes et les filles, le Rapport constate que les populations rurales subissent elles aussi des privations, manifestes et cachées. En Afrique subsaharienne, 74 % des habitants des zones rurales vivent dans une pauvreté multidimensionnelle – synonyme de privations graves en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie – contre 31 % de la population des zones urbaines, où les pauvres ont tendance à être isolés dans des taudis et jouissent d'un accès plus limité aux services.

Il se dégage cependant de la région quelques exemples positifs des améliorations possibles. Par exemple, le taux mondial de mortalité des moins de cinq ans a été réduit de plus de moitié entre 1990 et 2015. La chute la plus marquée est constatée en Afrique subsaharienne, qui enregistre également une espérance de vie prolongée de six ans. En 2010, le Sénégal a mené une campagne d'électrification de 191 villages ruraux, portant le nombre de personnes ayant accès à l'électricité de 17 000 en 2010 à 90 000 en 2012.

*« Nous accordons trop d'attention aux moyennes nationales, qui occultent souvent d'énormes variations dans la vie des individus », explique Selim Jahan. « Pour avancer, nous devons examiner de plus près non seulement ce qui a été accompli, mais aussi qui a été exclu et pour quelles raisons ».*

Les conflits restent eux aussi problématiques pour la région, même si le nombre de pays concernés a diminué au cours des 15 dernières années. Par exemple, les IDH de la République centrafricaine et du Soudan du Sud baissent depuis cinq ans sous l'effet des crises.

## **Le moment est venu d'attaquer de front les obstacles profonds au développement**

Le Rapport soutient que les obstacles au développement humain peuvent s'aggraver d'une génération à l'autre, rendant ainsi plus difficile le rattrapage de retards. Par exemple, le manque d'accès à une éducation de qualité, y compris pendant la petite enfance, risque de perpétuer la pauvreté tout au long de la vie et pour les générations suivantes. Les enfants de ménages pauvres et les filles scolarisées en milieu rural sont particulièrement désavantagés et ont moins de chances que les autres d'acquérir les compétences essentielles que sont la lecture, l'écriture et les mathématiques. Des interventions

stratégiques sont cruciales pour améliorer les acquis éducatifs, ainsi que pour les perspectives d'emploi et de participation civique.

Le Rapport fait également ressortir le fait que la résolution graduelle de nombreuses privations graves n'empêche pas l'apparition éventuelle de nouveaux défis. Les principaux chiffres du développement peuvent exagérer les progrès lorsqu'ils portent principalement sur l'aspect quantitatif du développement, plutôt que sur son aspect qualitatif. Par exemple, alors que de plus en plus d'enfants sont scolarisés et que les inégalités d'éducation se referment, le nombre d'élèves par enseignant dépassait 40 dans 23 pays d'Afrique subsaharienne en 2011. Qui plus est, les taux de décrochage scolaire restent encore très élevés, à 42 %.

L'Afrique subsaharienne est leader mondial dans le domaine de la banque mobile : 12 % des adultes possèdent des comptes bancaires mobiles, contre 2 % à l'échelle globale. Cela dit, 25 % seulement de la population de la région est abonnée à Internet. Le manque d'accès à Internet fait de plus en plus obstacle à l'éducation, aux moyens d'existence et à la participation politique. À défaut d'amélioration de l'accès au numérique, un grand nombre des habitants de l'Afrique subsaharienne risquent de se retrouver encore plus loin derrière.

*« En éliminant les normes sociales et les lois discriminatoires profondément ancrées et persistantes, en nous attaquant aux inégalités d'accès à la participation politique qui ont entravé le progrès pour tant de personnes, nous viendrons à bout de la pauvreté et un développement pacifique, juste et durable pour tous sera réalisable »,* déclare Helen Clark.

Le Rapport préconise d'accorder une bien plus grande attention à l'autonomisation des plus marginalisés de la société et reconnaît l'importance de veiller à accroître leur participation aux processus décisionnels. La ventilation des données clés, selon le lieu, le sexe, le statut socio-économique et l'appartenance ethnique, est essentielle pour savoir qui est laissé pour compte.

### **Des politiques publiques donnant la priorité à l'ouverture à tous sont essentielles pour combler les écarts**

Le Rapport recommande une approche au niveau national sur quatre fronts pour garantir que le développement humain atteindra tout le monde.

Il préconise, premièrement, une réorientation des politiques de développement humain afin d'atteindre les laissés pour compte. L'accès universel à des services de qualité – santé, éducation et autres – est essentiel pour que tout le monde bénéficie du développement humain. C'est ce qu'a fait le Ghana, notamment dans le domaine de l'enseignement préscolaire.

Il appelle ensuite à la suppression des obstacles rencontrés par des groupes particuliers ayant des besoins spéciaux, parfois désavantagés par des lois et des normes sociales discriminatoires. Par exemple, les écarts entre les sexes peuvent être comblés avec des politiques visant un partage plus égal des tâches domestiques entre les hommes et les femmes, ainsi que l'instauration de quotas pour élargir la représentation politique des femmes. C'est ce qu'a fait le Rwanda.

Troisièmement, des stratégies peuvent être mises en place pour rendre le développement humain plus résilient, notamment pour les groupes marginalisés plus vulnérables aux crises de santé publique (par exemple, l'épidémie d'Ebola) et aux catastrophes naturelles liées aux changements climatiques.

Enfin, les droits des minorités peuvent être garantis par une législation anti-discrimination, un système judiciaire équitable et un meilleur accès à l'aide juridique.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, avec ses 17 objectifs de développement durable, engage les gouvernements du monde à ne laisser personne pour compte. Les pays de l'Afrique

subsaharienne peuvent se servir de ce levier pour renforcer la coopération dans la région et au-delà, en vue de s'attaquer aux privations et aux inégalités persistantes. La coopération régionale et mondiale sera particulièrement importante pour réduire l'exposition des groupes marginalisés aux changements climatiques, aux conflits et à la volatilité économique.

\* \* \*

#### CONTACTS PRESSE

Siège du PNUD, New York  
Anna Ortubia/ [anna.ortubia@undp.org](mailto:anna.ortubia@undp.org) / +1 212 906 5964  
Ann-Marie Wilcock/ [ann-marie.wilcock@undp.org](mailto:ann-marie.wilcock@undp.org) / +1 212 906 6586

Bureau du PNUD en Afrique sub-saharienne  
Lamine Bal / [lamine.bal@undp.org](mailto:lamine.bal@undp.org) / +1 212 906 5890  
Sandra Macharia / [sandra.macharia@undp.org](mailto:sandra.macharia@undp.org) / +251 929 907 934

*À PROPOS DE CE RAPPORT : Le Rapport sur le développement humain est une publication du Programme des Nations Unies pour le développement dotée d'une ligne éditoriale indépendante. Le Rapport sur le développement humain 2016 et divers documents de référence sur ses indices peuvent être téléchargés gratuitement sur <http://hdr.undp.org>*

*Rapport sur le développement humain 2016 <http://report.hdr.undp.org/>  
Dossier de presse complet dans toutes les langues officielles de l'ONU <http://hdr.undp.org/en/2016-report/press>*

*Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans plus de 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.*